

ils prennent parti pour moi! Alors le flic et son gouvernement fantoche en entendent de toutes les sortes! Finalement le malheureux disparaît comme s'il avait le feu au ... enfin aux troussees! Je me suis calmé. Et j'ai envi de m'amuser. J'avise deux vieilles dames dont la virulence de langage m'avait ravi et je leur dit: "Ah! Mesdames! C'est curieux! Cet idiot se trouvait près de vous, et subitement, il se volatilise! L'auriez-vous poussé dans une bouche d'égout?" L'une des deux se met à rire, mais l'autre me déclare fièrement, pour la joie des assistants: "je l'aurais fait volontiers si j'en avais eu le temps, mais il a filé si vite ...!"

Quant à moi, c'est à la suite de cet incident, que j'ai résolu de quitter Vichy! Même l'air que j'y respirais m'étais insupportable! Mais où aller? J'arrive vers la fin de l'année 1941 et je n'ai pas encore trouvé la solution. Finalement celle-ci se présente grâce à un camarade de captivité, rapatrié sanitaire, qui me fait entrer au commissariat à la lutte contre le chômage, dans la ville de Saint-Étienne! Une fois de plus un hasard bienfaisant se manifeste en ma faveur! Je commence à trouver étrange cette répétition de coups de chance qui pour moi commencent à s'accumuler! Existerait-il un Dieu HASARD? Et dois-je lui élever un autel?

## CHAPITRE 32 - DEVENU ORIENTEUR, JE M'ORIENTE MOI MÊME!

C'est en janvier 1942 que je me présente à mon directeur départemental, Julien BRINGUIER. Dès l'abord nous sympathisons. Il me nomme d'emblée chef des services d'orientation. Je m'aperçois très vite que mon patron se moque éperdument de ses fonctions officielles. Il a d'autre soucis. Ça le regarde. Deux mois plus tard, constatant que je ne casserai pas la baraque, il me fut nommé un directeur départementale adjoint.

Entre nous soit dit, le commissariat ne possédait guère qu'un mérite: celui d'abriter un millier de vieux travailleurs, ou plutôt de pauvres cloches et de bricoleurs à peu près inutilisables. Mais il m'offrait un énorme avantage: on pouvait y incorporer n'importe qui n'importe comment pour y faire n'importe quoi! Il devenait ainsi un asile, un refuge, bref une "planque" à ma disposition. Encore une fois le hasard va me guider!

Dans mon service d'orientation, j'ai, dès le début, et par la force même des choses, été amené à m'occuper de certains réfugiés, voir de fugitifs plus ou moins recherchés par une police quelconque, allemande ou vichyssoise! Ils avaient besoin d'un état civil de "rechange"!

Or, les fausses cartes d'identité sont très dangereuses lorsqu'elles proviennent d'un bricoleur quelconque. Il suffit le plus souvent d'un simple coup d'œil pour déceler le faux. Ce risque, nous ne devons pas, nous ne pouvions pas le courir.

Le problème a été vite résolu grâce aux Éclaireurs de France qui m'ont fait rencontrer l'un des leurs, Gaston DUSSURGET, secrétaire de la mairie de Chazelles-sur-Lyon. On ne pouvait trouver mieux. Non seulement celui-ci régnait sur tout l'état civil de la commune, mais il possédait aussi un esprit ingénieux et un courage tranquille, bref les qualités requises.

Tous les papiers qu'il a fabriqué à notre demande pouvaient d'autant mieux résister au contrôle qu'il avait poussé la prudence et la minutie jusqu'à "bricoler" un registre spécial dont seuls deux hommes connaissaient le rôle: Gaston DUSSURGET lui-même bien sûr et Max FLECHET, maire de Chazelles, sénateur, industriel renommé, en somme une personnalité de premier plan, pratiquement insoupçonnable. Ce dernier nous a par la suite rendu bien d'autres services.

Afin de ne pas abuser de la mairie de Chazelles, ce qui aurait pu, à la longue, devenir dangereux, le préfecture de la Loire prenait le relais chaque fois que nous y trouvions avantages. .... Esclatine, chef de la première division nous a aidé du mieux qu'il pouvait.

Les cartes d'alimentation, de textile et de tabac, tout aussi indispensables, sortaient le plus régulièrement du monde ( du moins en apparence ) de la direction du ravitaillement général, grâce à Mme BOUVARD dont le chef de service était membre de l'Armée secrète. Quant au directeur qui, coïncidence curieuse s'appelait LAVAL, il couvrait toutes nos irrégularités.

C'est Mme BOUVARD et son chef de service qui me mirent alors en relations directes avec le commandant MAREY, chef départemental de l'A.S. (armée secrète). Ensuite, mon service qui était englobé dans ce que l'on appelait le N.A.P. ou Noyautage des Administrations Publiques, a été rattaché au commandant FERRIERES, chef d'Etat-Major F.F.I; (aujourd'hui le colonel René GENTGEN ) et à Gabriel CALAMAND ( dont le pseudonyme était alors Perrin ), président du comité départemental de libération (C.D.L. ). Et je l'ai su plus tard, on m'avait immatriculé comme Agent P.1.

## CHAPITRE 33 - DES FAUX QUI DURENT PEUT-ÊTRE ENCORE!

Jusqu'à la libération, fin août 1944, notre "section faux" a fonctionné comme un mécanisme bien huilé. Pour faire comprendre à quel degré de perfectionnement l'équipe était parvenue, voici deux exemples typiques:

- en novembre 1942, notre région jusqu'alors zone non occupée, venait d'être envahie par la Wehrmacht. C'est alors que l'on m'a confié un clandestin qui arrivait de quelques pays de l'est où la Gestapo ne l'avait manqué que d'un cheveu! Il lui fallait faire peau neuve et continuer de faire son travail d'agent P.2. qui l'obligeait à voyager beaucoup. Et dans les chemins de fer, surtout dans les gares, les contrôles se multipliaient.

En 24h, il recevait une carte d'identité délivrée dans toutes les règles par la préfecture, ses cartes de ravitaillement, et de plus, grâce à Mlle ROURE, chef de la 4<sup>ème</sup> division, une carte de représentant de commerce enregistrée à la Chambre des Commerce.

Par ailleurs, c'est Mlle ROURE qui nous fournissait aussi les cartes grises dont nous avions parfois besoin, ou tout autre document utile pour nous et provenant de ses services.

- le 2<sup>ème</sup> cas est curieux à plus d'un titre: en avril 1943, j'ai vu venir chez moi un immense gaillard dont la situation a provoqué mon ahurissement: juif prussien au bagage universitaire et scientifiques impressionnant, il était recherché à la fois par la Gestapo, la Milice, et la police de Vichy. C'était trop! On le considérait comme un danger ambulante. Compromis partout, facilement repérable, il devait se fondre dans la population et ne plus bouger. C'était la consigne du réseau lyonnais qui me l'avait envoyé. Fort heureusement, il avait autrefois suivi les cours du Lycée Français de Berlin et il parlait notre langue correctement, sans accent caractérisé. Pour les faux papiers, aucun problème. Mais le refuge sûr, où le trouver?

Nous étions alors au début du S.T.O., et c'est le S.T.O. ( service du travail obligatoire ) qui a fourni la solution. Frappé par nos soins d'une réquisition régulière à titre de technicien hautement qualifié, il a été casé comme affecté spécial dans une usine déclarée prioritaire par les Allemands eux-mêmes. Naturellement, nous avons choisi une industrie dont les activités correspondaient assez bien à sa formation.

Après quoi je l'ai oublié!

Or, en septembre 1944, après la libération, j'ai reçu sa visite au cabinet de préfet, où Gabriel CALAMAND m'avait installé. Il venait me demander conseil car le gouvernement avait décidé l'internement de tous les civils allemands, réfugiés ou non, résidant en France, et le fait d'être juif ne l'empêchait pas d'être sujet allemand!

Dans son cas, c'était aussi injuste que stupide. Aussi lui ai-je recommandé fermement de ne pas bouger. Puis, je l'ai oublié une seconde fois.

C'est en 1955, 11 ans plus tard, que revenu à St Etienne après une longue absence, j'ai rencontré mon homme par le plus grand des hasards, en tournant le coin d'une rue. C'est lui qui m'a reconnu. Il vivait toujours sous son faux état civil.

"Je suis *me dit-il* le seul survivant de toute ma famille. L'Allemagne est aujourd'hui pour moi un cauchemar oublié. Régulariser ma situation et produire mes diplômes? A quoi bon? Je gagne bien ma vie, je suis heureux ici, je suis devenu un français comme les autres!"

Je lui ai donné mon adresse et celle de ma famille afin qu'il puisse éventuellement me retrouver, s'il fallait le cas échéant, témoigner en sa faveur.

Et je ne l'ai plus jamais revu. J'ai oublié son nom, je serais incapable de le reconnaître si jamais je le rencontrais à nouveau.

Est-il seul dans son cas? Non, bien sûr. Mais nous n'avons jamais tenu de comptes. Et puis, aujourd'hui, qu'importe?

En vérité, c'est ainsi que tout a commencé, une chose en entraînant une autre, le réseau que j'ai créé pratiquement seul, est né de notre petite "industrie" de faux papiers! Environ quatre mois plus tard, il couvrait:

- La préfecture,
- La direction départementale de la production industrielle
- Le ravitaillement général
- La chambre de commerce et d'industrie
- La manufacture nationale d'armes
- Le bureau de placement de la M.O  
( A partir de février 1943: )
- Le service du travail obligatoire
- La commission franco-allemande de peignage des entreprises
- Le bureau allemand du S.T.O
- Le secrétariat CGOC, liaison avec la police résistante à 96%

## CHAPITRE 34 - A LONDRES AVANT D'ÊTRE A VICHY

Ce que nous avons pu, dans notre petit réseau exploiter avec le plus de bonheur, c'est la préfecture de la Loire. J'ai déjà dit de quelle utilité incomparable ont été pour nous la 1<sup>ère</sup> et la 4<sup>ème</sup> division de cette grande administration.

Mais en ce qui concerne le renseignement, le cabinet du préfet a constitué, si l'on peut dire, notre mine d'or. Une mine exploitée sans problème, sans un à-coup, avec une régularité d'horloge, à tel point que l'on pourrait juger son histoire monotone! Car si elle a son histoire, elle n'a jamais connu "d'histoires"!

C'est le résultat du travail exécuté en souplesse, et nous le devons à Mme Alexandrine GERIN une jeune veuve de guerre qui était alors secrétaire du cabinet du préfet. Mais voici les faits:

Tous les mois, c'est la règle immuable, le préfet d'un département envoie à son patron direct, le ministre de l'Intérieur, un rapport complet et circonstancié sur la vie de sa circonscription. Ce rapport est nourri par d'autres rapports, ceux qui lui adressent les sous-préfets, le service des renseignements généraux, la police, la gendarmerie et les chefs de toutes les administrations. Bien entendu, le préfet en effectue une synthèse et rend compte des résultats qu'il a obtenus dans les actions ordonnées par le gouvernement, ainsi que l'évolution de l'opinion publique.

Le rapport préfectoral nous intéressait donc au plus haut point, mais les autres également. Car un préfet ne porte généralement dans ce compte rendu que les faits essentiels. Certains détails, certains noms, certaines sources ne peuvent tous ensemble retenir l'attention du ministre. C'est normal.

On connaît le proverbe latin: "De minimis non curat praetor." Ce qui signifie en traduction très libre: "Le grand chef ne se soucie pas des petites bricoles"! Certes, mais nous au contraire, nous étions friands de ces petites bricoles qui nous procuraient des informations supplémentaires, des noms d'amis et des noms d'ennemis. Ainsi nous avons pu juger et classer, selon leurs sentiments, leur zèle, ou leur absence de zèle, tous les fonctionnaires importants du départements. Grâce à quoi nous savions toujours où nous mettons les pieds, ce qui nous a permis d'éviter les "planches pourries". Or, c'est Mme Alexandrine GERIN qui était chargée de dactylographier le rapport du préfet. Elle mettait une copie supplémentaire en papier pelure qu'elle escamotait ensuite avec la rapidité et la virtuosité d'un illusionniste et le carbone correspondant disparaissait de même. Jamais le préfet ou le chef de cabinet qui contrôlaient sont travail ne se sont aperçu de quelque chose.

Dans l'heure qui suivait, selon nos instructions, cette copie était déposée dans une boîte aux lettres destinée à un seul usage. Le lendemain, le plus souvent, ou le jour suivant, nous y trouvions des renseignements extraits des rapports des autres fonctionnaires, ou même la copie intégrale de l'un d'eux lorsqu'elle jugeait qu'il en valait la peine. Car très vite, je me suis aperçu qu'elle était douée! Elle agissait de même avec les notes d'information qui arrivaient sur le bureau du préfet et que parfois elle lisait avant lui. Sur mes conseils, elle avait en outre prévu sa relève par l'une de ses collègues en cas de malheur. Elle a été notre meilleure agent! Elle a mérité plus d'une fois la médaille que je lui ai remise moi-même!

J'avoue que nous avons tous éprouvé - et la principale intéressait surtout - un grand sentiment de satisfaction lorsque Gabriel CALAMAND a pu dresser devant un nombreux public le bilan général du travail des réseaux; car il a dit entre autres choses: "Nous étions arrivés à tout contrôler. C'est ainsi que nous avons régulièrement les rapports que le préfet destinait à son gouvernement. Et ils parvenaient à Londres avant d'être à Vichy!"

## CHAPITRE 35 - UN NOUVEAU PROBLÈME POUR NOUS: LE TRAVAIL FORCÉ

Devant l'échec de tous les autres moyens pour fournir des esclaves au Grand Reich, le gouvernement fini par décréter, le 16 février 1943, la mobilisation de notre jeunesse. Le masque tombait car le nom officiel de l'opération disait clairement ce qui attendait de nombreux français: "Service du Travail obligatoire"

Il était cependant prévu des cas de dispense pour les travailleurs appartenant à des secteurs déclarés prioritaires: mines, agriculture, usines travaillant pour la Wehrmacht. En outre, certains techniciens pouvaient, enlevés à des entreprises non prioritaires, être placés en affectation spéciale dans une industrie protégée.

Comme il était présumé que certains patrons tenteraient de garder leur main-d'œuvre, une commission franco-allemande créée spécialement, devait sur examen des listes de personnel, pratiquer les prélèvements qu'elle jugerait nécessaires. Cet organisme prit ensuite le nom de "commission de peignage de l'industrie et du commerce."

J'étais encore au commissariat à la lutte contre le chômage lorsque ces dispositions se mettaient au point dans les sphères gouvernementales. Presque dans le même temps, et peu après le 16 février, un décret nous apprenait que le commissariat devenait officiellement Service du Travail Obligatoire.

Dans l'heure suivante, mon directeur Julien BRINGUIER et moi-même, nous remettons notre démission au préfet, car l'un comme l'autre, avec la même spontanéité, nous refusons d'endosser une telle responsabilité.

Le préfet, qui était alors - mais pour peu de temps encore - Georges POTUT, nous déclara: "Je vous comprends. Mais le cas est prévu par le gouvernement, et vous êtes requis. Il vous est interdit de quitter votre poste avant l'installation d'un nouveau directeur. Je le regrette!"

Le soir même, Julien BRINGUIER, refusant de se plier à la réquisition, partait à la campagne, près du maquis d'Estivareille. Je l'aurais sans doute imité si je n'avais pas vu là une occasion à exploiter. Je restais donc seul maître à bord, pour peu de temps, sans doute, mais il fallait en profiter.

Mon premier soin a été de faire une amble moisson des nouveaux papiers à en-tête et des nouveaux cachets, puis de les mettre à l'abri chez notre archiviste clandestin, un chef scout que nous appelions le "Renard Solitaire" tant il était rusé et discret.

Après moi, je me suis rendu au Bureau de Placement dont le directeur, mon ami ROURE, participait depuis longtemps à nos manœuvres criminelles! Il s'agissait du frère de Mlle ROURE dont j'ai déjà parlé. Et comme nous étions obligatoirement amenés à travailler de plus en plus ensemble, nous devons nous entendre afin d'éviter les fausses manœuvres.

Il me restait alors à trouver un poste plus ou moins officiel me permettant de justifier ma présence au centre de notre toile d'araignée. Un ami de Lyon, résistant, y a pourvu aussitôt. Il s'agissait de Marc de St Martin-Beyrie qui dirigé sur le plan régional, depuis Lyon, le comité général d'organisation du commerce ou CGOC. Justement, la Loire manquait d'un secrétaire départemental capable non seulement d'y représenter dignement le CGOC, mais encore de servir de guide au commerce stéphanois et forézien sur la route joyeuse de ses destinées. Mais que me l'on demande pas ce qu'il est advenu avec moi, ou plutôt sans moi, du Commerce de la Loire. Je n'en ai aucune idée. Il s'est passé de moi car j'avais dès le début, délégué officieusement mes fonctions à ma secrétaire, une jeune femme remarquable: elle était tout à la fois, sténo-dactylo, sténotypiste, comptable et ... docteur en médecine. Elle était juive également, ce qui explique le reste. Elle m'a été d'une aide précieuse car en mon absence, dans un cas imprévu, elle savait toujours comment agir. Elle était aussi chargée de la liaison avec la police. Et dans le bureau principal où le public avait accès, un immense portrait du Maréchal ( en bleu horizon, nuance!), portait témoignage de notre loyalisme! Quant aux commerçants, je suis certain qu'ils étaient heureux. N'étais-je pas, en fait, le libéralisme incarné?

Mais je dois rendre hommage au CGOC, organisme typiquement "vichyste", qui m'a permis, muni d'une carte officielle tricolore et timbrée de la Francisque, de me déplacer à peu près sans risques, dans tous les coins de la Loire!

## CHAPITRE 36 - DU SABLE DANS LES ROUAGES DU STO

Avant d'aller me consacrer à l'organisme du Commerce, il me revenait d'accueillir mon successeur dans le bureau directorial du STO où je régnais encore malgré moi.

J'ai vu arriver enfin un homme encore jeune, à l'abord sympathique, mais à la mine plutôt sombre. J'ai compatie lorsque j'ai su qu'il était colonel et pilote dans l'armée de l'air. Il obéissait aux ordres, en bon soldat, mais sa répugnance apparaissait dans toute sa personne!

Aussi sommes-nous devenus amis et complices. La continuité de la fraude était assurée. Mon successeur s'appelait le colonel ROBERT, et je l'ai vivement regretté lorsqu'au cours de l'année, il a réussi à sortir de ce guêpier.

Son remplaçant nous a inspiré dès le début une méfiance instinctive et nous n'avons pas tardé à le considérer comme dangereux. S'il ne nous a guère gênés, c'est que notre affaire était bien lancée et qu'en outre, j'avais avant de la quitter, pris la précaution de noyauter son administration. Il s'est éclipsé, bien avant la Libération, ce qui lui a probablement sauvé la vie.

Quant à moi, dès mon installation au CGOC, il me restait à me glisser, à toutes fins utiles, au sein de la Commission de peignage, problème aussitôt résolu grâce à l'influence de Mlle ROURE.

J'avoue que si je me suis parfois bien amusé au cours de ces sombres années, c'est à cette Commission que je le dois. Car chacune de ses réunions tournait au vaudeville.

Parmi ses membres, côté allemand, un haut fonctionnaire civil (dont la secrétaire, on s'en souvient, était à nous) et un jeune Oberleutnant qui avait été gravement blessé en Russie. Tous deux se montraient fort courtois mais ne parlaient que quelques mots de français.

Or, ainsi que je m'y attendais, ils n'étaient installés chez nous de façon véritablement "GEMÜTLICH". Cet adjectif, impossible à traduire par un seul mot, exprime à la fois le confort matériel et la satisfaction morale. Peut-être pourrait-on dire qu'ils se trouvaient "confortablement heureux"! Ils m'ont immédiatement remis en mémoire une vieille expression allemande employée autrefois par ceux qui aimaient la vie dont on jouissait dans la "douce France": vivre "WIE GOTT IN FRANKREICH" c'est-à-dire "comme Dieu en France"!

J'étais dès lors à peu près certain que même si les choses n'allaient pas à leur gré, ils se garderaient bien d'en faire un drame. Pourquoi risquer d'être accusé de laxisme ou d'incapacité et se retrouver finalement en enfer, dans les plaines russes?

Mon ami ROURE l'avait compris. Et il ne se gênait guère. Il s'opposait à eux, parfois avec véhémence, mais aussi avec un à-propos et une adresse qui me comblaient de joie. Il était parvenu très vite à leur faire croire que s'il agissait ainsi, c'est parce qu'il désirait éviter des erreurs qui auraient pu, à eux comme lui, attirer les pires ennuis. Bref, leurs sorts étaient liés, leurs intérêts communs!

Le plus drôle, c'est que manifestement les deux allemands nourrissaient une certaine sympathie, voire une sympathie certaine envers ROURE. Et celui-ci se montrait tellement maître de son sujet, que les autres membres de la Commission ne pouvaient que le laisser jouer son jeu.

Notre but, à nous Français, c'était de limiter les dégâts. Nous étions alors dans les premiers mois de l'année 1943; nous savions parfaitement que le Grand Reich avait depuis longtemps perdu la guerre, mais combien de mois ou peut-être d'années allait-elle encore durer? A tout prix, il fallait éviter le départ en Allemagne de bon ouvriers, de techniciens dont nos industries avaient besoin et qui risquaient de nous manquer cruellement un jour. Afin de compléter la distribution des rôles dans la pièce, en dehors des figurants, il me faut mentionner l'interprète des Allemands. Il s'agissait d'un jeune Français dont je n'ai jamais connu l'origine. Je me suis aperçu, dès le début, que dans nos discussions il jouait un rôle apaisant. Mais prudents, nous restions méfiants à son égard.



C'était d'ailleurs inutile, car à la Libération, j'ai découvert qu'il dépendait d'un réseau inconnu de moi. Encore un! Quant au jeune lorrain que j'aurais pu faire entrer au bureau allemand de STO, et qui devait se montrer très prudent, son rôle consistait uniquement à "étouffer" les fiches de certains techniciens qui, malgré nous, parvenaient parfois jusqu'à son service.

Méthodiquement, les Allemands préparaient leurs plans de peignage et leurs listes d'entreprises. Avant la date fixée pour la réunion de la Commission, la secrétaire du Bureau Allemand en informait ROURE. C'est ce qui permettait à celui-ci d'alerter les patrons concernés, et, si nécessaire, de truquer les listes de personnel, de truquer également les fichiers correspondants de son bureau. Et personne d'autre que lui n'aurait été capable de s'y retrouver!

Il est certain que grâce à lui, à ses incroyables acrobaties (qui faillirent bien lui coûter cher!) les nazis n'ont pas obtenu le tiers de ce qu'ils exigeaient. Et c'était d'autant diminuer leur effort de guerre.

## CHAPITRE 37 - LES RÉFRACTAIRES

Dès le début du STO, de nombreux jeunes gens refusaient de partir. Certains parvenaient à être exemptés, grâce à toutes sortes de combinaisons plus ou moins régulières. Ceux qui manquaient de relations mais savaient se débrouiller, répondaient à la convocation, venaient se faire pointer au contrôle à la gare de Château-creux le jour du départ, et montaient dans le train. Descendre à contre-voie là ou ailleurs leur permettait de s'évanouir dans la nature.

Ce procédé possédait un grand avantage: les Allemands mettaient de longs mois à s'apercevoir de leur "désertion"! Certains tentaient de gagner un maquis, ce qui s'avérait souvent difficile, et où d'ailleurs, on n'avait que rarement de quoi les équiper et les armer.

D'autres se cachaient où ils pouvaient. La police et la gendarmerie les recherchaient. La police urbaine ne nous inquiétait pas, car presque tous les policiers, (sauf ceux de la police spéciale de Vichy), appartenaient à la Résistance. Au commencement, nous n'étions pas très sûrs des gendarmes. Ceux-ci en effet, sont avant tout des militaires, et l'esprit de discipline est ancré chez eux.

C'est pourquoi les premières listes de réfractaires que les services du STO avaient l'ordre de fournir étaient fausses. Nous pensions qu'ainsi les gendarmes trop zélés qui auraient opéré plusieurs fois de suite des arrestations inutiles, y regarderaient de plus près avant de traîner un jeune homme en prison.

En outre, nous fabriquions des attestations parfaitement régulières, en apparence du moins, qui déclaraient leur porteur exempté du STO. Certains de nos amis, étrangers aux services du travail, se chargeaient de les remettre aux intéressés, à bon escient, bien sûr. Il aurait été ainsi, en cas de dénonciation, beaucoup plus difficile de remonter à une source qu'il ne fallait à aucun prix permettre de tarir.

Nous ne pouvions quand même pas les distribuer dans la rue comme des prospectus!

Il nous faut préciser qu'en ce qui concerne les gendarmes, nos craintes étaient vaines. Car le plus souvent ils alertaient discrètement les familles. Si on leur donnait l'ordre de perquisitionner, ils procédaient avec une "scrupuleuse négligence" et évidemment ne trouvaient personne.

Je suis persuadé qu'au moment où la falsification des listes de réfractaires est devenue difficile, sinon impossible parfois, ceux qui ont été arrêtés par les gendarmes ou la police, étaient... disons des inconscients ou à la rigueur des malchanceux de la plus belle espèce!

Partaient ceux qui s'imaginaient accomplir leur devoir de citoyens, ou simplement parce qu'ils avaient l'âme moutonnière. Quant à nous, que pouvions-nous tenter d'autre sans avoir derrière nous l'unanimité des Français? Nous étions trop faibles pour arrêter la machine de guerre allemande, mais capables de mettre du sable dans les rouages afin de la ralentir et de gagner du temps. Le STO, on le sait, a tout de même eu pour conséquence heureuse de fournir des effectifs supplémentaires aux maquis. Car bien des jeunes seraient restés paisiblement chez eux s'ils ne s'étaient pas sentis menacés. Il n'empêche qu'ils se sont bien battus et les témoignages, dont celui du maréchal de Lattre de Tassigny, sont à ce propos irréfutables.

Quoi qu'il en fut, nous avons fait notre possible et pris bien des risques, surtout avec le STO qui nous a mis personnellement face à face avec les Allemands. Nous y avons perdu l'anonymat qui constituait notre atout principal dans les autres branches du réseau. Combien de temps aurions-nous encore duré? Pas très longtemps, c'est peu être certain.

Avec le recul des années, je constate que nous avons pendant une longue période, bénéficié d'une chance insolente. Mais nous avons senti passer le vent du boulet lorsque le rapport d'un agent de renseignement allemand, appartenant probablement à un service de l'ABWEHR, a été découvert fin août 1944 dans les papiers de la Gestapo, après sa fuite précipitée. C'est que l'armée d'Afrique approchait à grande vitesse! Heureusement pour nous!

Dans ce rapport, ROURE était nommément désigné ainsi que deux de ses collaborateurs. Si le temps ne lui avait pas manqué la Gestapo aurait vite élargi le cercle. Je m'en souviendrai toujours, le rapport concluait en disant qu'il fallait balayer toute cette vermine: MIT EINEM EISERNEN BESEN" avec un balai de fer!

## CHAPITRE 38 - L'INDUSTRIE STÉPHANOISE SOUS LES YEUX D'ARGUS

Ainsi que toutes celles de l'Europe occupée, les industries de la Loire travaillaient plus ou moins directement ou indirectement, pour l'ennemi. Elles ne pouvaient y échapper. Connaître l'aide qu'elles lui apportaient était de la première importance pour l'État-major allié. Savoir avec précision ce que la Wehrmacht réclamait en priorité donnait une idée précise, non seulement de ses besoins, mais encore de ses carences. En outre, il était fort utile de localiser les usines ou les ateliers à détruire, soit par bombardement, soit par sabotage.

En ce qui concernait plus particulièrement notre réseau NAP, sa source d'information était le commandant LACOMBE qui dirigeait les services de la production industrielle. Contrôlant tout, il savait tout et triait les informations susceptibles de nous intéresser. Étant ingénieur, il se trouvait donc beaucoup plus qualifié que nous pour effectuer ce tri.

Le courrier qui s'y rapportait allait dans une boîte aux lettres réservée à cet usage et qui changeait périodiquement. Elle était relevée par des amis inconnus de nous et son contenu acheminé par des voies que nous ignorions. Le cloisonnement était notre règle d'or!

Vu l'importance et l'étendue de ce champ d'investigation, je n'ai jamais pensé que mes amis et moi étions les seuls à l'exploiter. Mais je n'aurais pu imaginer à cette époque que les organisations de la Résistance avait littéralement truffé d'informateurs toutes les industries de la région.

On pouvait y rencontrer parmi eux des ouvriers, des techniciens de tout genre, des ingénieurs et des patrons. Les uns appartenaient aux MUR (mouvements unis de la Résistance), les autres au FN (front national) qu'il ne faut pas identifier au parti communiste, bien qu'il est été créé par lui. Il n'empêche que le parti communiste qui était le mieux organisé pour la lutte clandestine, était présent partout avec une efficacité remarquable.

Aussi, lorsqu'une usine de la Raca Marie entreprit de fabriquer des roulements à billes dont les Allemands commençaient à manquer, le renseignement est-il parvenu à Londres d'au moins 4 ou 5 sources différentes avec croquis et plans côtés de l'usine et de la ville. On sait ce qu'il en advint dans la nuit du 10 au 11 mars 1944: les Mosquitos de la Royal Air Force vinrent la détruire au point qu'il n'en est rien resté. On eut, malheureusement, à déplorer des morts et des blessés, dus non à la maladresse des aviateurs, mais à un hasard malencontreux.

Autre exemple: un jour, vers la même époque, des cheminots de la région "égarèrent" un wagon chargé de 5 tonnes de dynamite et destiné aux mines. Or, la Résistance manquait souvent d'explosifs. Aussitôt informé et jugeant le renseignement précieux, j'ai couru alerté mon contact habituel. J'ai appris quelques jours plus tard par le président du CDL que cette information lui avait été transmise de 4 sources différentes et que finalement les cheminots n'avaient laissé à personne d'autre qu'eux-mêmes le soin d'envoyer le wagon vers un maquis de l'Ardèche!

On pourrait penser que les avalanches de renseignements qui arrivaient ainsi à destination constituaient un gâchis et une surcharge pour les services alliés. Mais ceux-ci ne s'en plaignaient pas car l'information isolée n'est jamais sûre, alors que la multiplicité des sources permet le recoupement, donc la certitude.

Je suis persuadé que les polices allemandes, civiles ou militaires, n'ont jamais réalisé à quel point l'espionnage avait pu se développer chez les Français!

On ne peut, à ce propos, s'empêcher de penser à la légende d'Argus, ce prince argien qui possédait autour de la tête 100 yeux dont 50 restaient ouverts en permanence.

Il aurait vraiment pu servir de symbole à tous nos réseaux!

## CHAPITRE 39 - MAIS DANS L'ADMINISTRATION RÈGNENT TOUJOURS LES "RONDS-DE-CUIR"

Au début de l'année 1944, la Résistance, dans son ensemble, et particulièrement les réseaux NAP, recevaient du gouvernement provisoire l'ordre de préparer l'après libération. Il s'agissait de prévoir le remplacement de tous les hauts-fonctionnaires compromis par leur attachement à la politique raciste et anti-nationale de Vichy. Ce remplacement devait s'effectuer très vite au fur et à mesure de la libération du territoire et il importait de désigner à l'avance des hommes capables d'exercer leurs fonctions et de réduire au minimum l'inévitable pagaille qu'il était facile de prévoir.

Mais ce qu'il était difficile de prévoir, c'est jusqu'à quel point irait cette pagaille dans une France délivrée de ses chaînes où les féroces répressions des Allemands, de la milice et de la police de Vichy, avaient allumé la colère et le désir de vengeance.

Aussi fallait-il que les préfectures et les sous-préfectures soient pourvues de titulaires et occupées sans perdre de temps.

C'est à quoi Gabriel CALAMAND s'était appliqué, en nous réunissant par petits groupes afin de réduire les risques. Pour la plupart d'entre nous, il s'agissait de la liquidation du vichysme. Mais il existait une autre raison, qui, pour le gouvernement provisoire, était absolument capitale, mais dont on évitait de parler, surtout à cette époque, afin de ne pas provoquer des réactions fâcheuses dans la population, et aussi afin de ne pas jeter le trouble dans certaines de nos relations avec les Alliés.

Cette raison, c'était la préservation de notre souveraineté nationale, donc de notre indépendance. L'affaire peut paraître incroyable, et pourtant...

En effet, le président des USA, Franklin D. ROOSEVELT méprisait notre pays et de surcroît détestait le général de GAULLE. Et il ne se gênait pas pour déclarer qu'il considérait la France, en droit et en fait, comme "RES NULLIUS" c'est-à-dire n'appartenant à personne! En conséquence de quoi celui qui la prendrait en deviendrait légitimement propriétaire!

Son plan de réorganisation de l'Europe, dont Dieu lui avait donné mission, prévoyait un nouvel état réunissant à peu de chose près, les pays qui composaient autrefois le Grand Duché d'Occident dont Charles le Téméraire était le souverain. La France y perdait ses provinces du Nord et de l'Est!

Mais auparavant, dès qu'une parcelle de la France aurait été libérées par les armées alliées, des administrateurs américains formés à Charlottesville, aux États-Unis, dans une école spéciale, ('sorte d'ENA), deviendraient nos préfets et nos sous-préfets!

Ce n'est pas tout. ROOSEVELT avait fait imprimer des billets de banque, sur le modèle du dollar, et destinés à remplacer le franc! La France devenait ainsi un protectorat!

Fort heureusement pour nous, le gouvernement anglais au courant des projets de ROOSEVELT, et connaissant notre pays mieux que lui, en avait été effrayé. L'affaire ne pouvait qu'entraîner de graves conséquences, non seulement dans l'immédiat, en déchaînant des réactions violentes, mais encore en compromettant pour longtemps les relations entre les alliés.

Ce sont Sir Anthony EDEN, ministre des affaires étrangères de Grande Bretagne à ce moment, Edvard BENES, président en exil de la république Tchécoslovaque, qui les premiers, avertirent le général de GAULLE. Alors, le gouvernement provisoire décida de prendre ROOSEVELT de vitesse. Organisée méthodiquement et réalisée énergiquement, l'opération ne rencontra qu'une seule opposition qui fut "balayée"!

Si je me suis trouvé personnellement mêlé à ces événements c'est qu'à Saint-Étienne le problème se posait de façon particulière. Le comité national de la Résistance (CNR) qui siégeait encore à Lyon, s'imaginait que les métalliers et les mineurs de la région allaient se livrer à une épuration sanglante! Et que le sang coulerait dans les ruisseaux!

C'est dans cette optique que le CNR donna à Yves FARGE, commissaire régional de la république, l'ordre de nommer à la préfecture de la Loire un syndicaliste capable d'inspirer confiance aux "masses populaires" et d'empêcher tout excès!

Or, fin 1942, le front national de la région lyonnaise avait été littéralement ravagé par la Gestapo. Et Lucien MONJAUVIS, chargé de le reprendre en main, y réussit pleinement. Yves FARGE (il me l'a dit lui même) admirait la manière à la fois prudente, méthodique et énergique avec laquelle il était arrivé à le rendre à nouveau pleinement opérationnel, en évitant, jusqu'à la libération, toute nouvelle arrestation par la police allemande!

En conséquence, Yves FARGE, sans consulter ni les organisations de la Loire, ni le parti communiste (pourtant chatouilleux) ni l'intéressé lui même, prit sa décision. Ainsi, n'ayant que le temps de bourrer dans une valise le linge de rechange et son nécessaire de toilette, Lucien MONJAUVIS, muni d'un ordre de mission et d'un arrêté de nomination, fut "enlevé" par une voiture militaire et "débarqué" à la préfecture de Saint-Étienne, où je l'attendais sans connaître encore tous les dessous de l'affaire!

Le choix de FARGE s'avéra fort judicieux! Avant d'aller le rejoindre à Chambéry où il avait été nommé, j'ai rencontré Mr BORNET, l'évêque de la Loire. Et celui-ci m'a déclaré, en présence de 11 notables stéphanois: "Vous direz à Mr Lucien MONJAUVIS que je regrette vivement son départ. Car c'est la première fois, depuis que j'exerce mes fonctions, que j'ai des relations aussi confiantes et aussi cordiales avec un préfet! Et je n'ai eu qu'à me louer de sa présence!"

Parmi les 11 grands bourgeois présents, 2 ou 3 se sont montrés aimables à mon égard. Quant aux autres..!

Finalement, à quoi a pu servir le "lessivage" que le gouvernement provisoire nous avait ordonné? A rien, car le parti socialiste et le mouvement républicain populaire (démocrate chrétien) qui, depuis le départ du général, dominaient le parlement, ont systématiquement laissé ou remis en place toute la vieille administration à mentalité "rond de cuir"!

Et si le PS avait été baptisé " les socialistes en peau de lapin", le MRP, lui, était dit: "machine à ramasser les pétainistes"!

## CHAPITRE 40 - SUIS-JE UN PIGEON? PEUT-ÊTRE!

Obéissant aux consignes données par le gouvernement provisoire, Gabriel CALAMAND, sitôt le département libéré, vint installé symboliquement le comité départemental de la Résistance, à la préfecture, où il tient aussitôt dans la salle de réunion du conseil général, une séance symbolique. Il devenait légalement le conseil général!

Après quoi, toujours sur ordre, Gabriel CALAMAND occupa le bureau du préfet où il siégeât comme préfet par intérim.

A toutes ces cérémonies il n'avait pas manqué d'inviter ses principaux collaborateurs dont j'étais. Au moment où chacun allait reprendre le cours de ses occupations, il me prit à part et me dit: "MAIREY! Vous êtes nommé chef de cabinet. Vous accueillerez ici le nouveau préfet. Il s'appelle Lucien MONJAUVIS"

J'ai fait la grimace! Car depuis des années je rêvais d'une sorte de revanche: je revenais à Belfort en uniforme le fusil à la main! J'ai précisé à mon président que j'attendais l'arrivée de l'armée d'Afrique. Or celle-ci, à la poursuite de l'ennemi se trouvait à quelques kilomètres de nous, et j'avais la ferme intention d'y contracter un engagement.

CALAMAND ne voulut rien savoir! "J'ai besoin de vous MAIREY! Vous êtes le seul parmi nous à connaître cette boutique! Alors ne me faites pas défaut!"

Son adjoint militaire, qui assistait à notre entretien, me dit plutôt sèchement: "Dites donc! MAIREY! Votre engagement vous l'avez déjà signé...dans l'armée secrète! Alors obéissez!"

J'étais fortement déçu! Mais je me suis incliné! Tout en me disant: "Cause toujours! Je suis patient! Je saurai bien me tirer de là!"

J'ai donc attendu le nouveau préfet. Il est arrivé 24 heures plus tard. Je lui ai fait son appartement, pillé soigneusement par son prédécesseur! Le lit où il devait dormir n'avait même plus de drap! Le reste, argenterie, tapis d'orient, s'était envolé! "J'en ai vu d'autres \_ me dit-il en riant\_ et j'ai un pyjama dans ma valise! On reparlera de tout ça demain!"

Avant de le quitter, je lui remis une grosse enveloppe cachetée provenant de CALAMAND. Je lui ai demandé s'il fumait et s'il avait des cigarettes: "Il m'en reste quelques unes, ça suffira!"

Je sortis de ma poche un paquet de gauloises tout neuf! En lui disant: "Prenez toujours celles-ci, en attendant! Mais je vous signale, Monsieur le préfet, qu'il fait parti de votre dotation mensuelle, soit 45 paquets! 40 autres sont à l'abri dans le coffre fort du cabinet avec des bons d'essence! Je ne vous attendais pas si tôt, et j'ai pris la liberté d'en donner quatre paquets au secrétaire de l'évêché et j'ai d'autre part attribué à l'évêque, par sa première tournée pastorale depuis plusieurs années, 30 litres de carburant. L'un et l'autre se sont montrés exemplaire pendant toute l'occupation. Et il reste à votre disposition, dans le coffre également, 200 litres en tickets." "Vous avez bien fait \_ me dit spontanément le préfet\_ je dirais même que je vous félicite de votre initiative qui crée un bon climat!"

Avant de nous séparer nous parlâmes un moment, et j'apprends de lui qu'il était député communiste du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, conseiller général, et qu'étant jeune il travaillait chez Renault comme métallo. Je suis quelque peu sidéré! Mais, je le reconnais, l'homme m'était sympathique. Le fait qu'il soit communiste ne me gênait pas. Depuis ces deux dernières années j'avais appris à connaître son parti. Je savais que si le PC constitue une grande fraternité, cela ne l'empêchait pas d'être aussi dur et autoritaire!

Je l'avais constaté, lorsque chargé de la liaison avec le front national du secteur, j'ai fini par faire ami avec un jeune instituteur révoqué par Vichy, qui venait à intervalles plus ou moins réguliers, depuis son maquis FTP de l'Ardèche, échanger avec nous des informations. Ses chaussures prenaient l'eau, son costume était usé et l'imperméable qui lui servait de manteau d'hiver n'aurait même pas intéressé un chiffonnier! Et de plus manifestement, le brave gars crevait de faim!

Un jour que j'avais réussi, non sans peine, à l'emmener dans une petite auberge dont le patron était des nôtres et où on pouvait à prix raisonnable manger un énorme steak pommes frites, il s'est laissé aller à quelques confidences. Je lui ai fait avouer qu'il vivait avec 800 francs par moi et que ses déplacements étaient à sa charge.

"Nom de Dieu! \_ lui ai-je dit\_ mais un permanent gaulliste touche 5 ou 6 fois plus!" "C'est possible -me répondit-il en souriant\_ mais chez nous on n'aime pas, quelles que soient leurs fonctions que nos militants s'embourgeoisent. Et 800 balles, c'est le salaire d'un ouvrier qualifié!"

J'ai pu constater plus tard que mon préfet, ( et j'en ai eu la preuve) était logé à la même enseigne et qu'étant marié, il avait droit à une petite allocation supplémentaire. C'était la règle! Et celle-ci s'appliquait même aux députés et aux ministres communistes! Les suppléments des salaires et des traitements provenant de leurs fonctions allaient bien sûr, au PC qui de cette manière faisait vivre ses journaux!

On comprendra mieux pourquoi, après la démission en janvier 46 du général de GAULLE, écœuré par ce qu'il appelait "le jeu des partis" le parlement, à l'initiative du parti socialiste qui faisait la chasse aux communistes, vota une nouvelle loi électorale dite "d'apparences". Cette loi, grâce au vote proportionnel, permettait à tous les partis non communistes d'éliminer lors des élections presque tous les candidats communistes. Quant aux ministres, d'ailleurs peu nombreux du PC, ils avaient déjà été révoqués par le successeur socialiste du général. Ainsi fit-on disparaître la plupart des journaux communistes privés de leur ressource!

Mais revenons à mon idée. Je savais que les responsables du PC se montraient souvent pointilleux donc que j'allais me faire balayer, ce qui mettait indifférent vu les projets auxquels je n'avais pas encore renoncé. Mais à la fois pour ne pas gêner mon préfet, et aussi je l'avoue, par amour-propre, je lui remis ma lettre de démission le lendemain de son arrivée.

Sa réaction m'étonna! "Vous voulez me laisser tomber? *me dit-il* Pourquoi? Êtes-vous gêné parce que je suis communiste?"

"Absolument pas \_ai-je répondu et j'étais sincère \_ On n'en est plus aujourd'hui, du moins j'espère, aux bagarres entre partis politiques, nous avons tous mieux à faire. Mais je pensais tout simplement, que vous préféreriez avoir pour principal collaborateur un membre de votre parti!"

"Ce qui m'intéresse le plus \_ répondit-il \_ c'est d'avoir avec moi quelqu'un qui connaisse bien cette grande maison et son personnel! Je suis comme parachuté, et je n'y connais personne. Je sais le travail que vous avez accompli, je vous demande de rester!" En moi même, je me disais: ce sacré CALAMAND m'a joué un tour de sa façon! Mais face à Julien MONJAUVIS qui me regardait avec un bon sourire, j'ai répondu: oui! Instinctivement sans l'ombre d'une hésitation tant cet homme me plaisait! Je ne l'ai pas regretté. Au bout de quelques jours, après avoir d'un commun accord, mis au point notre méthode de travail, notre entente, pendant les trois années passées avec lui à Saint-Étienne, puis à Chambéry, a toujours été parfaite! Jamais l'ombre d'un désaccord! C'est que Lucien MONJAUVIS, l'ancien métallo de Renault possédait une intelligence supérieure et surtout un bon sens et une générosité exceptionnelle, toutes qualités que, réunies, je n'avais encore jamais eu l'occasion de rencontrer dans ma vie chez un homme, du moins à ce degré là!

En vérité, travailler avec lui est devenu très vite pour moi un plaisir! Et puis, une amitié réciproque est née entre nous qui a duré jusqu'à sa disparition. Il est certain que je l'aurai suivi partout si les socialistes, lorsqu'ils ont pris le pouvoir, me l'avaient mis sur la touche sans même l'en informer personnellement! J'ai subi le même sort, car en 1945 j'avais été l'objet de sollicitations de la part du président du conseil général de la Loire, alors socialiste. Et j'avais refusé d'adhérer au parti. Je ne m'en suis jamais repenti! Edouard HERRIOT, qui fut l'un de nos grands hommes d'Etat, avait appelé ses membres "les socialistes en peau de lapin". Je connaissais ce grand parti depuis 1936. On y trouvait des hommes très brillants et des bourgeois de toutes sortes! Mais fort peu de prolétaires! Ses



différences avec les vieux partis conservateurs, je dirai même ses seules différences viennent de son laxisme et de son laïcisme!